

# COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

### SÉANCE DU 6 FÉVRIER 2024

L'an deux mille vingt-quatre le 6 février à 18 H 00, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans le Grand Salon d'Honneur de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 31 janvier 2024 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

**Etaient présents** : MM. CAPPÉ, LONCLAS, FORMET, FORTIN, DHYÈVRE, DULIEUX, Mmes GUÉRY, CAPRA (suppléante de M. COTTON), M. MATHIEU, Mme FELICETTI, MM. DESCHAMPS, LANTERNAT, COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. CASTAGNA, MAUTRAIT, CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS, Mme KARCENTY, M. DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme LOISEAU (suppléante de Mme GEOFFROY), MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. COQUIN, ROYER, CHAVEROU, LOISELET, PASSINHAS, BONETTI, BOUQUET, Mme RÉOLON, M. MOUTON, Mmes COLLIN, VÉGA, MM. GONTHIER, FONTAINE, ROCH, Mmes SERRE, BAUMEL, M. BEAUJOIN, Mmes PARIS, GOUILLY, MM. TRIOLET, DUCHÊNE, EL GHALLOUSSI.

**Absents excusés** : Mme PARNISARI, MM. VEBER, THIÉBAULT, DELCOMBEL, MALOU, BURCKEL, TINDILLIÈRE, Mmes KANOUTÉ, JACQUEMOT, COLSON, MM. HMISSI, CARDOSO, Mme GOLLÈS, M. ERRE.

**Absents** : M. NICOULEAUD, Mme MUNSTER.

12 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ M. VEBER, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. DHYÈVRE,
- ✓ M. DELCOMBEL, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. MAUTRAIT,
- ✓ M. MALOU, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. BOUQUET,
- ✓ M. BURCKEL donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à Mme PARIS,
- ✓ Mme KANOUTÉ donne pouvoir à Mme SERRE,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ Mme COLSON donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Monsieur Francis PASSINHAS.

## FINANCES

### RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2024

Rapporteur : Monsieur le Président

Chaque année, le Débat d'Orientation Budgétaire (D.O.B.) est l'occasion de lancer le processus de définition du budget primitif. Ce débat est obligatoire dans les Communes de plus de 3.500 habitants, et dans les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale comprenant au moins une commune de plus de 3.500 habitants.

Le règlement intérieur de notre assemblée reprend ces dispositions ainsi que le règlement budgétaire et financier approuvé le 14 novembre 2023.

Le Débat d'Orientation Budgétaire doit se dérouler dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.

Même si le débat et cet échange ne revêtent aucun caractère décisionnel, l'absence de débat sur les orientations budgétaires et l'absence de rapport entacherait d'illégalité le budget lui-même.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante :

- d'être informée de la situation financière de l'établissement ;
- de discuter des orientations budgétaires de l'année à venir, et des projets qui préfigurent les priorités du budget primitif.

La loi en date du 7 août 2015 (dite loi NOTRe) a renforcé ces dispositions en prévoyant notamment la présentation d'un rapport sur les orientations budgétaires, la dette et l'évolution des dépenses et des effectifs.

Afin d'engager la discussion, vous trouverez ci-joint un document qui présente :

- le contexte dans lequel nous élaborons ce budget 2024 ;
- la situation actuelle des principaux indicateurs ;
- les orientations et les projets pour l'année à venir.

Les finances de la communauté de communes sont marquées par :

- une troisième année d'exercice avec un budget annexe Déchets Ménagers et Assimilés (D.M.A.) regroupement désormais l'ensemble de la compétence de gestion du service public local des déchets ménagers et assimilés avec un ambitieux programme d'investissements ;
- une stabilité de l'endettement nonobstant l'achèvement du centre aquatique La Salamandre qui a ouvert le 13 juin 2023 ;
- une recherche permanente de co-financements et un engagement soutenu dans les énergies vertes avec le soutien du fonds vert pour notamment un vaste programme de rénovation thermique de 3 groupes scolaires à VITRY-LE-FRANÇOIS : Jules Verne, Jules Ferry et Paul Fort et différents travaux dans d'autres écoles du territoire ;
- le lancement des études pour le futur groupe scolaire du Hamois. Le marché de maîtrise d'œuvre sera attribué cette année et dès que le coût d'objectif sera connu, une autorisation de programme avec des crédits annuels sera approuvée par le Conseil de Communauté ;
- la maîtrise des dépenses de fonctionnement ;
- un effort d'investissement qui est important sur les budgets annexes, tout en restant compatible avec nos équilibres budgétaires notamment le plan pluriannuel d'investissement assainissement.

Les objectifs pour l'année à venir restent donc :

- la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement malgré la hausse des fluides ;
- la stabilité des taux de fiscalité ;
- un désendettement en 2024 avec un enveloppe d'emprunt limitée à 450.000,00 € ;
- un effort d'investissement soutenu sur le budget principal, avec travaux dans les écoles, achèvement du centre aquatique, réfection de voiries ;
- un niveau de dépenses d'équipement qui baisse sur le budget principal et reste à un niveau particulièrement élevé sur les budgets eau, assainissement, Déchets Ménagers et Assimilés et Zone d'Activité Vitry-Marolles ;
- le lancement du projet du futur groupe scolaire du Hamois.

Telles sont les perspectives budgétaires de notre Communauté qui vous sont détaillées dans le document joint au présent rapport.

Les arbitrages définitifs et les ajustements à réaliser le seront en fonction :

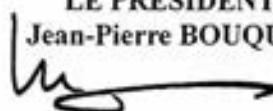
- des orientations et des observations que vous voudrez bien formuler lors de nos échanges ;
- du travail et des réflexions en cours ;
- des éléments financiers qui nous seront communiqués dans les semaines à venir par les services de l'Etat au sujet de nos ressources.

Dans un contexte de contraintes financières, notre Communauté de Communes poursuivra en 2024 ses efforts de gestion pour préserver les équilibres budgétaires tout en maintenant la qualité des services rendus aux populations, et en poursuivant son effort d'équipement.

**Le secrétaire de séance,  
Francis PASSINHAS**



**POUR EXTRAIT CONFORME,  
LE PRESIDENT,  
Jean-Pierre BOUQUET**



Certifié exécutoire par le Président compte tenu  
de la transmission en Sous-Préfecture le - 8 FEV. 2024  
et de la publication le - 8 FEV. 2024  
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.







Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

## Exercice 2024



# Les dispositions légales

## Cadre juridique

### Une étape obligatoire

Dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3.500 habitants, leurs E.P.A. et leurs groupements.  
en cas d'absence de R.O.B., toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale.

### Délai

2 mois maximum avant l'examen du budget.

Le R.O.B. n'a aucun caractère décisionnel ; néanmoins, le Conseil de Communauté doit prendre acte de ce débat par une délibération pour que le contrôle de légalité s'assure du respect de sa tenue.

# Les objectifs du R.O.B.

## Cadre juridique

Le R.O.B., étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités et établissements publics locaux.

Il offre la possibilité aux conseillers communautaires de participer à la discussion budgétaire.

## L'assemblée délibérante

- peut ainsi examiner les orientations budgétaires présentées ;
- est informée de la situation financière de l'établissement ;
- peut s'exprimer sur la stratégie financière.

Le R.O.B. instaure une discussion au sein du Conseil sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la Communauté, avant l'élaboration du budget.



# La situation économique et financière au plan européen et national

## Conjoncture nationale

Le R.O.B. 2024 s'inscrit dans un contexte fortement marqué par :

- La guerre en Ukraine et les conséquences sur les pénuries de matériaux ;
- Une forte inflation qui tend à s'infléchir depuis la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 pour atteindre 4,9% fin 2023 ;
- Les mesures prises au plan national pour lutter contre cette crise et la récession (plan de soutien ; réduction de la fiscalité des entreprises ; plan de relance...) ;
- L'impact de cette crise sur le budget de nos collectivités et établissements ;
- La suppression de la taxe d'habitation dans le budget et son remplacement par le transfert aux intercommunalités d'une fraction des recettes de T.V.A et la suppression du versement de la CVAE remplacée par une compensation des produits de TVA ;
- Le poids de la dette au niveau national qui s'élève à 111,8% du P.I.B.





# Opérations 2023 de la CCVCD

- Le centre aquatique est achevé et a ouvert le 13 juin 2023. Il reste des levées de réserves et il convient d'inscrire des crédits de paiement pour solder les décomptes généraux définitifs des entreprises.
- Les travaux pour le budget assainissement : étude sur le rejet des substances dangereuse dans l'eau (RSDE) finalisée fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2024 ; travaux de mise en conformité du système d'assainissement (réseau et unité de traitement) à Blaise-sous-Arzillières ; réhabilitation du réseau des eaux usées à Couvrot ; réhabilitation du réseau des eaux usées à Marolles ....
- Pour le budget eau : fin des travaux d'AEP sur Soulanges, début des travaux à Huiron ; début du programme de renouvellement des conduites en eau potable à Coole ; travaux de sécurisation de plusieurs réservoirs et renouvellement des conduites d'alimentation en eau potable à Courdemanges.
- Nos écoles bénéficieront de travaux notamment dans le cadre de l'intracating pour 3 groupes scolaires à Vitry-le-François : Paul Fort, Jules Verne et Jules Ferry. La végétalisation des cours d'écoles se poursuivra en 2024 ; reconstitution de l'aire de jeux de l'école de Saint-Ouen-Domprot.
- Les engagements souscrits dans les différents contrats et conventions seront honorés (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat ; Action Cœur de Ville ; Programme de Renouvellement Urbain,...).



- Des travaux de voirie seront entrepris sur la voirie communautaire : rue de la Briquerie ... deux demandes de subvention seront faites : DETR et Département.
- 2024 sera la troisième année du budget « Déchets Ménagers et Assimilés ». La benne à ordures ménagères sera commandée au cours du premier semestre 2024 avec une avance à 30 % en 2024, l'achat d'un véhicule, la campagne d'acquisition de composteurs individuels....
- Les travaux pour l'ITE démarrent en 2024 sur la ZAVM avec des tranches annuelles.
- Les travaux sur la ZAE de la Haute Voie, prévus initialement en 2023, commenceront en 2024 pour 200.000,00 € : remise en état de l'éclairage public, des réseaux.... afin de faciliter la commercialisation des parcelles. Une opération de réaménagement de dette est menée actuellement.
- En 2024, le marché de maîtrise d'œuvre pour la construction du futur groupe scolaire du Hamois sera attribué et une autorisation de programme sera créée dès que le coût d'objectif sera connu.

# Données relatives aux finances

- Réforme de la fiscalité directe locale ;
- Réforme des indicateurs financiers ;
- Estimation des résultats 2023 ;
- Etat de la dette ;
- Liste des principaux investissements ;
- Grands équilibres du budget 2024 ;
- Simulation du budget 2024.





# La Réforme de la Fiscalité Directe Locale

En 2021, la réforme de la taxe d'habitation sur les résidences principales entamée en 2017 est entrée dans sa dernière étape caractérisée par la nationalisation du produit restant à percevoir jusqu'en 2023, et par la mise en œuvre d'un nouveau schéma de financement des collectivités locales et des établissements publics locaux.

Une fraction de TVA est versée aux EPCI pour compenser la perte de recettes, que le schéma de compensation de la suppression de la taxe d'habitation implique à leur détriment.

La part croissante qu'est appelée à occuper la TVA dans l'ensemble des ressources des structures locales pose la question des mécanismes de garantie qui sont prévus pour faire face aux risques de retournement conjoncturel.

La réforme de la taxe d'habitation et celle des impôts de production participent d'un recul notable du pouvoir fiscal des EPCI. En 2023 s'ajoute la suppression sur deux ans de la CVAE avec l'attribution d'une fraction de TVA pour les compenser, avec la création d'un fonds national d'attractivité économique des territoires répartissant le surplus de TVA.

En effet, la réforme de la taxe d'habitation conduit à remplacer, pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), 7,1 milliards d'euros de recettes par une fraction de TVA sur laquelle ils n'exercent aucun pouvoir de taux ou d'assiette. Les établissements publics locaux sont donc dépendants des recettes de TVA de l'État en plus ou en moins.

De même, la réforme des impôts de production se traduira avec le remplacement de recettes foncières par une dotation de l'État pour un montant équivalent à 1,5 milliard d'euros.

# **Poursuite de la réforme de la fiscalité directe locale**

# Panier fiscal des EPCI

## depuis 2021

La réforme de la taxe d'habitation aura pour impact de modifier le panier fiscal des EPCI. Pour pallier le manque à gagner, l'Etat a décidé de transférer aux EPCI une fraction de la TVA.

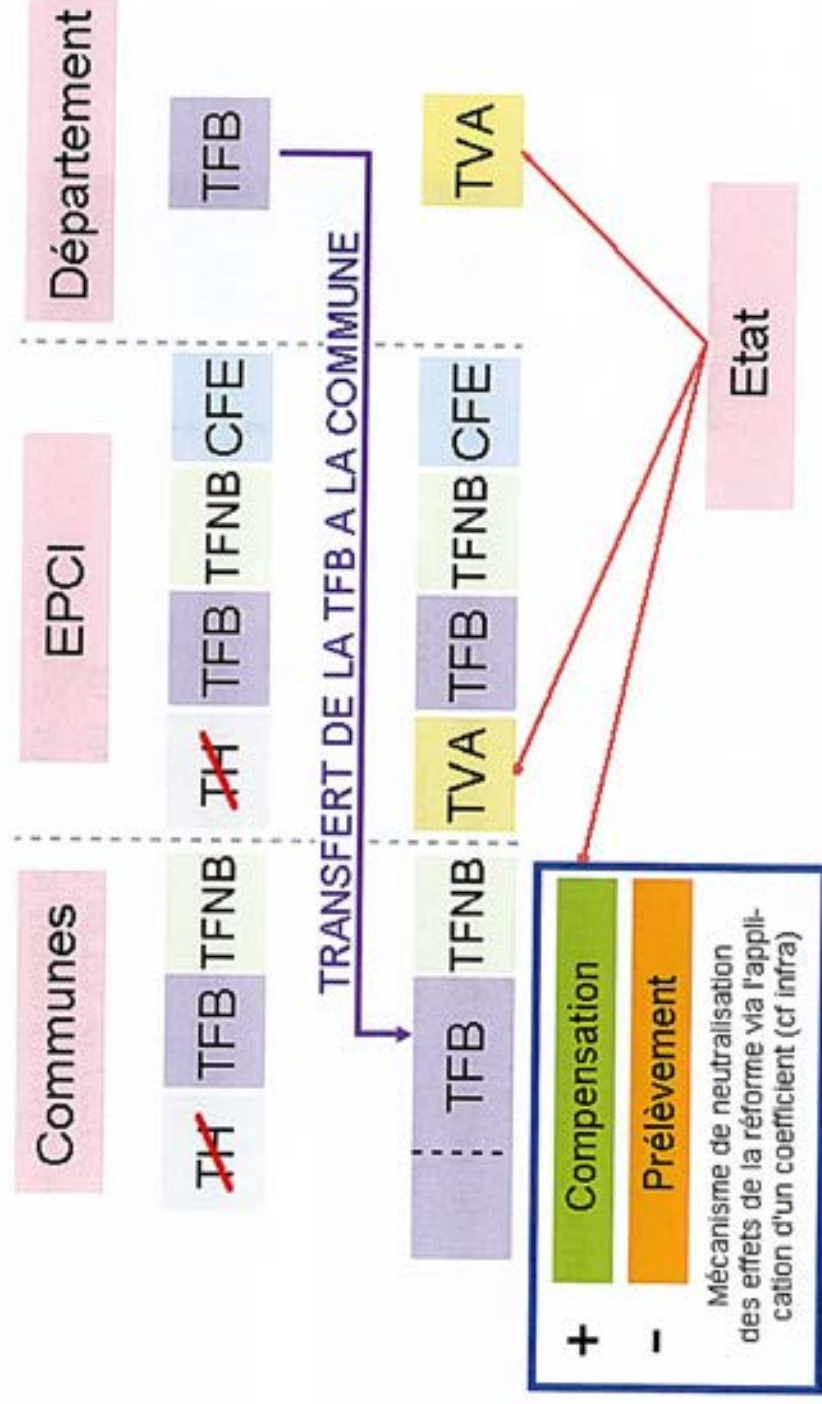
**Les taxes sur lesquelles les EPCI conservent un pouvoir de taux sont :**

- TH : Perception de la TH sur les résidences secondaires ;
- TFB ;
- TFNB ;
- CFE.



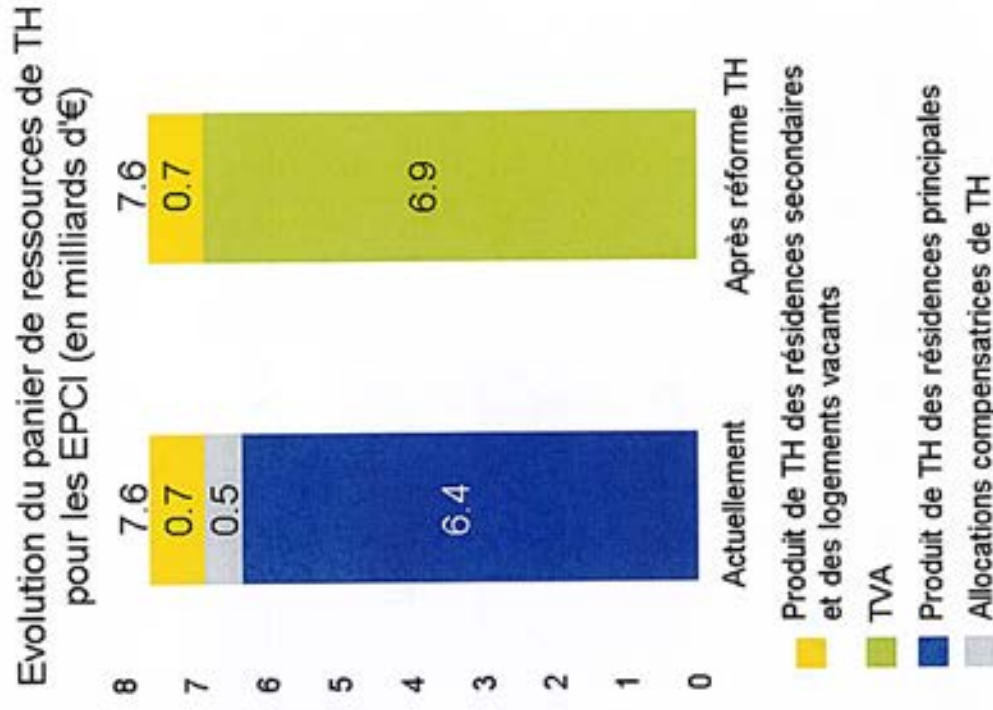
# La taxe d'habitation

2021 a été un premier pas majeur vers la suppression de la taxe d'habitation et une mise en œuvre effective de son remplacement. Depuis 2023, les EPCI perçoivent la taxe d'habitation sur les résidences secondaires soit 88.698,00 € pour la CCVCD.



# Synthèse des effets d'implantation de nouveaux locaux

- L'implantation de nouveaux locaux économiques ou locaux d'habitation secondaire induira pour les EPCI une hausse de produit à percevoir par rapport au montant qui aurait été perçu dans la situation actuelle.
- À l'inverse, toute implantation de locaux occupés à titre d'habitation principale ou de locaux sociaux va engendrer la perception d'un produit inférieur à celui qu'aurait perçu l'établissement dans la situation précédente.

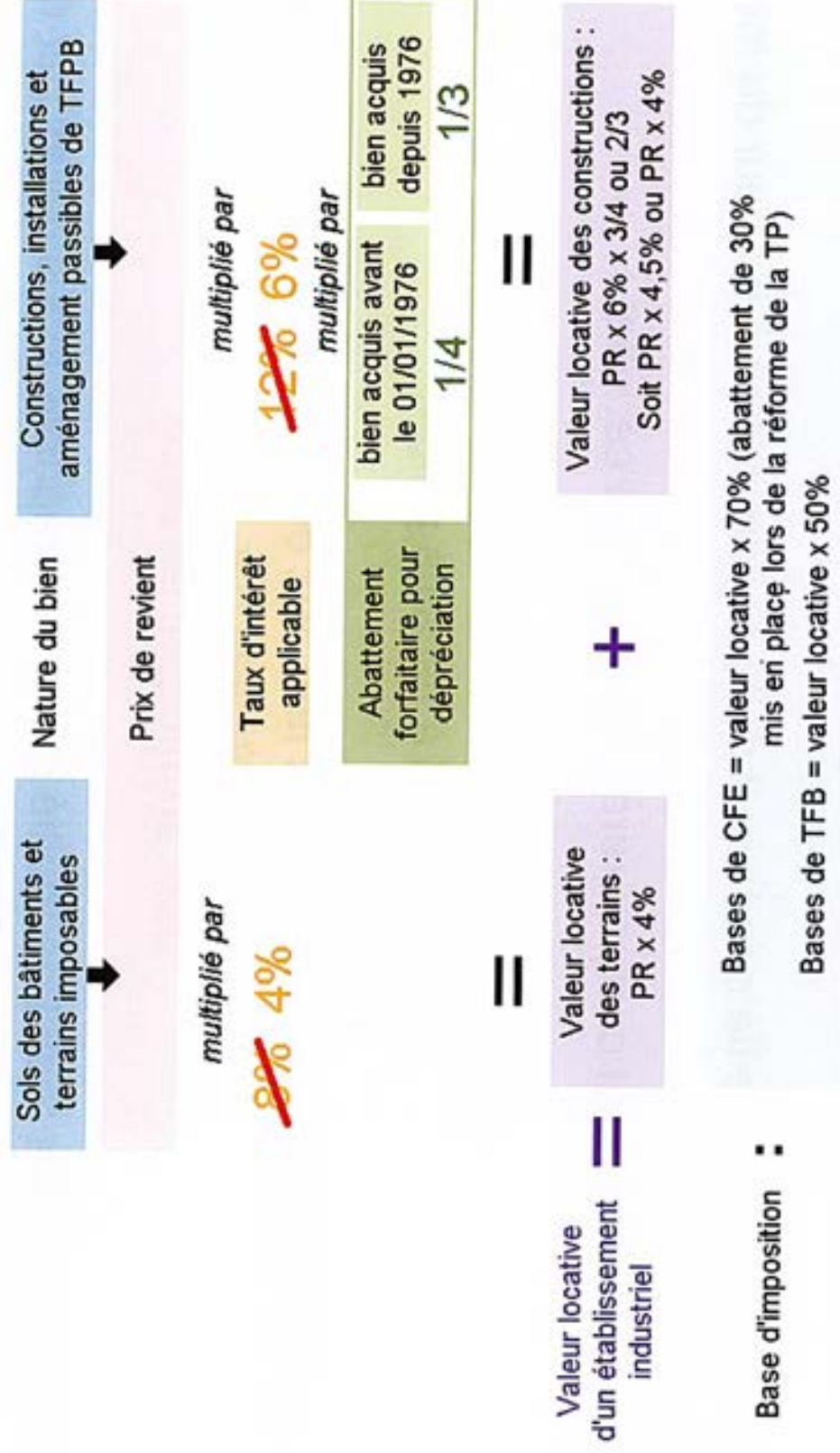


# Autres mesures fiscales impactant les bases de l'EPCI

La réduction des valeurs locatives des établissements industriels

Ajustements de la détermination des bases d'imposition

des locaux industriels passibles de la CFE et de la TFB





# La compensation de perte des produits de CFE

1. La réduction de moitié des taux induit une diminution à hauteur du même niveau des bases d'imposition et donc une réduction de recettes pour l'établissement. L'Etat compensera intégralement cet effet :

Calcul de la compensation des communes  
et des EPCI à fiscalité propre :

**perte de bases nettes de CFE liée aux établissements Industriels**  
*multipliée par*  
**taux applicable en 2020**

2. L'effet taux sera réduit de moitié sur les entreprises industrielles par rapport aux autres entreprises économiques.



# Loi de finances

La loi de finances initiale 2024  
marque l'étalement de la deuxième  
période de suppression de la CVAE  
jusqu'en 2027.

# **Pour rappel l'article 55 de la loi de finances pour 2023 prévoit la suppression en deux temps de la CVAE**

Une réduction de moitié du produit de CVAE levé sur les entreprises au titre de l'imposition 2023.

Une suppression totale de cet impôt à compter de 2024 qui entraînera la disparition de la contribution économique territoriale. Seule perdurera la CFE.

§ Première conséquence de cette réforme, le taux de prélèvement en fonction du chiffre d'affaires est réduit de 50 % en 2023.

§ L'Etat prélèvera de la CVAE uniquement au titre de l'imposition 2023 ; le produit fiscal généré sera affecté au budget de l'Etat tandis que les collectivités bénéficiaires seront compensées par l'attribution d'une fraction de TVA (bloc communal et départements).

La loi de finances pour 2024 prévoit un étalement de la suppression de la CVAE. L'article 79 prévoit un étalement pour les entreprises jusqu'en 2027 dans le projet de loi de finances pour 2024. Le taux maximal à compter de 2024 s'élève à 0,28 % et sera réduit à nouveau en 2025.

La CCVCD a perçu 1.859.561,00 €. Cette compensation dépend de la dynamique des recettes de TVA et a été ajustée à la baisse à l'automne 2023.



# **Filet de sécurité inflation applicable aux exercices 2022 et 2023**

## **430M€ pour 2022**

À destination des communes et EPCI

Périmètre : dépenses énergétiques, de personnel, matières premières alimentaires, carburants, redevances aux fermiers.

## **1,5 Md€ pour 2023**

À destination des communes et EPCI+ départements +régions

Périmètre : dépenses énergétiques qui seront précisées par décret

La Communauté de communes a bénéficié d'une avance de 168.544,00 € en 2022 qu'elle a dû rembourser fin 2023. L'autofinancement ayant augmenté en 2022, la CCVCD ne pouvait plus prétendre au filet sécurité inflation ni en 2022 ni en 2023.

Ce dispositif n'est pas reconduit pour 2024 compte tenu du contexte plus favorable présenté dans la loi de finances pour 2024.

## Fonds vert

La loi 2022-1726 du 30 décembre portant loi de finances pour 2023 a créé le fonds vert doté d'une enveloppe de 2 milliards d'euros qui répond à plusieurs objectifs :

- renforcer les performances environnementales des collectivités axe 1,
- adapter leurs territoires au changement climatique : axe 2,
- améliorer leur cadre de vie : axe 3.

Le préfet de département a établi une circulaire le 17 février 2023 pour fixer les modalités dans la Marne. Le taux de subvention varie entre 20 % et 60 % selon les projets et la disponibilité des crédits avec la déclinaison locale en 11 mesures pour notre département.

Ce dispositif est reconduit dans le projet de loi de finances pour 2024 à hauteur de 2,5 milliards d'euros au niveau national.

La Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der a anticipé depuis longtemps la transition écologique et a pu déposer 1 dossier en complément de la DTER pour la rénovation de 3 groupes scolaires qui a été accepté :

- Rénovation énergétique de 3 groupes scolaires à Vitry : 327 445,60 € HT.

# **Évaluation des résultats de l'exercice 2023 budget principal et budgets annexes au 10 janvier 2024**





# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2023

## Budget Annexe Eau

Au 10 janvier 2024

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes 2023	978 353.54	826 882.85	1 805 236.39
Dépenses 2023	1 358 149.51	556 736.86	1 914 886.37
Résultat N	-379 795.97	270 145.99	-109 649.98
Report N-1	271 745.38	1 725 486.72	1 997 232.10
<b>Résultat global</b>	<b>-108 050.59</b>	<b>1 995 632.71</b>	<b>1 887 582.12</b>
restes à réaliser 2023			
Affectation du résultat		211 373.51	



# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2023

## Budget Annexe Assainissement

Au 10 janvier 2024

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes 2023	960 913.71	1 496 954.04	2 457 867.75
Dépenses 2023	898 529.57	1 078 349.53	1 976 879.10
Résultat N	62 384.14	418 604.51	480 988.65
Report N-1	-339 443.57	261 145.37	-78 298.20
<b>Résultat global</b>	<b>-277 059.43</b>	<b>679 749.88</b>	<b>402 690.45</b>
Affectation du résultat 1068 en 2023		349 606.33	

# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2023

## Budget Principal

Au 10 janvier 2024

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes 2023	7 253 109.29	19 286 088.12	26 539 197.41
Dépenses 2023	5 746 045.44	17 903 444.00	23 649 489.44
Résultat N	1 507 063.85	1 382 644.12	2 889 707.97
Report N-1	-2 165 372.94	1 564 130.40	-601 242.54
<b>Résultat global</b>	<b>-658 309.09</b>	<b>2 920 840.52</b>	<b>2 262 531.43</b>
Restes à réaliser			
Affectation du résultat 1068 en 2023		684 261.09	

Un résultat de fonctionnement en baisse en raison notamment du remboursement du filet sécurité inflation et de l'augmentation des charges d'électricité et de gaz (+ 72 %). De plus, en 2022, la CCVCD avait bénéficié de rôles supplémentaires de plus de 4.000.000,00 €. Dorénavant, elle touche des avances de fiscalité actualisées. De plus, elle a versé la totalité de la subvention à la ZAE de la Haute Voie soit 570.000,00 € contre 368.000,00 € en 2022 en raison de l'encaissement d'une vente.

Le résultat provisoire d'investissement 2023 est positif mais au global avec le déficit d'Investissement antérieur, il reste négatif. Le résultat en fonctionnement cumulé est important.





# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2023

## Budget Principal

Au 10 janvier 2024

### Financement des budgets annexes

Enveloppe des subventions d'équilibre	642 028.12
Enveloppe des subventions d'équilibre versée	642 028.12
Enveloppe globale des recettes prévues	202 000.00
Enveloppe globale des recettes perçues	202 000.00
Solde financement des budgets annexes	440 028.12



# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2023

## Budget Annexe Déchets ménagers et assimilés

Au 10 janvier 2024

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes 2023	229 317.51	3 369 400.49	3 598 718.00
Dépenses 2023	96 082.72	3 109 345.68	3 205 428.40
Résultat N	133 234.79	260 054.81	393 289.60
Report N-1	88 070.87	327 161.85	415 232.72
<b>Résultat global</b>	<b>221 305.66</b>	<b>581 553.81</b>	<b>802 859.47</b>
Affectation du résultat 1068 en 2023			

Le budget DMA connaît un excédent d'investissement en raison de l'impossibilité de commander une nouvelle benne à ordures ménagères en 2023. Elle sera commandée au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2024 avec une avance forfaitaire de 30 % payée début 2024.



# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2023

## Budget Annexe Centre d'Affaires

Au 10 janvier 2024

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes 2023	7 688.51	100 014.27	107 702.78
Dépenses 2023	23 511.41	99 832.83	123 344.24
Résultat N	-15 822.90	181.44	-15 641.46
Report N-1	1 111.13	17 114.75	18 225.88
<b>Résultat global</b>	<b>-14 711.77</b>	<b>17 296.19</b>	<b>2 584.42</b>
Affectation du résultat		14 711.77	

Les recettes ont connu une légère augmentation par rapport à l'année 2022. Néanmoins, la CCVCD a dû verser une subvention d'équilibre d'un montant de 51.000,00 €.

Subvention du budget principal votée en 2023	72 027.12
Subvention versée en 2023	51 000.00





# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2023

## Budget Annexe ZAE de la Haute-Voie

Au 10 janvier 2024

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes 2023	503 221.65	580 072.24	1 083 293.89
Dépenses 2023	507 437.00	70 464.26	577 901.26
Résultat N	-17 223.73	509 607.98	492 384.25
Report N-1	-2 362 453.97	0.00	-2 362 453.97
<b>Résultat global</b>	<b>-2 379 677.70</b>	<b>509 607.98</b>	<b>-1 870 069.72</b>
Affectation du résultat 1068 en 2023		509 607.98	
Subvention BP votée en 2023		570 001.00	
Subvention versée en 2023		570 001.00	



# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2023

## Budget Annexe ZAVM-BL

Au 10 janvier 2024

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes 2023	3 569.39	319 551.65	323 121.04
Dépenses 2023	20 395.45	290 915.91	311 311.36
Résultat N	-17 223.73	28 635.74	11 412.01
Report N-1	193 414.98	144 536.41	337 951.39
<b>Résultat global</b>	<b>176 191.25</b>	<b>173 172.15</b>	<b>349 363.40</b>
Affectation du résultat en 1068 en 2023			
Reversement au budget principal voté		202 000.00	
Reversement au BP effectué en 2023		202 000.00	

# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2023

## Budget Consolidé : Budget Principal

### et Budgets Annexes Hors M49

Au 10 janvier 2024

Opérations réelles et d'ordre	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes 2023	6 486 273.11	23 655 126.77	30 141 399.88
Dépenses 2023	6 393 472.02	21 472 949.29	27 866 421.31
Résultat 2023	92 801.09	2 182 177.48	2 274 978.57
Résultat 2022	-4 245 229.93	2 052 943.41	-2 192 286.52
<b>Résultat Global</b>	<b>-4 152 428.84</b>	<b>4 235 120.89</b>	<b>82 692.05</b>



# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2023

## Budget Consolidé : Budget Principal et Budgets Annexes avec M49

Au 10 janvier 2024

Opérations réelles et d'ordre	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes 2023	9 192 376,54	21 609 925,01	30 802 301,55
Dépenses 2023	8 002 724,52	19 531 814,15	27 534 538,67
Résultat 2023	1 189 652,02	2 078 110,86	3 267 762,88
Résultat 2022	-2 233 071,13	3 550 762,49	1 317 691,36
<b>Résultat Global</b>	<b>-1 043 419,11</b>	<b>5 628 873,35</b>	<b>4 585 454,24</b>



# Dépenses Réelles de Fonctionnement

## 715,00 € par habitant

Population DGF 2023 : 24 352 habitants

Dépenses réelles de Fonctionnement	Mandaté 2022	Provisoire 2023	Evolution
Personnel	8 467 094.28	8 623 477.91	1.85%
Charges à caractère général	3 024 079.79	3 468 246.24	14.91%
<i>dont fluides</i>	1 127 995.51	1 255 928.85	11.34%
Atténuation de produits	1 660 952.38	1 569 139.24	-5.53%
<i>dont Dotations de compensation</i>	872 617.12	824 055.12	-5.57%
FPIC	730 135.00	700 096.00	-4.11%
Autres prélèvement reversés	58 200.26	44 988.12	-22.70%
Autres charges de gestion courante	2 794 049.51	3 146 371.86	12.61%
Subvention budgets annexes	368 000.00	618 000.00	67.93%
Charges financières	372 335.58	431 150.20	15.80%
Charges exceptionnelles	7 632.19	168 897.80	2112.97%
<i>dont remboursement filet sécurité inflation</i>		168 544.00	
Dotation aux provisions	0.00	6 888.60	
<b>Total</b>	<b>16 326 143.73</b>	<b>17 414 171.85</b>	



# Dépenses Réelles de Fonctionnement

## 715,00 € par habitant

Population DGF 2023 : 24 352 habitants

- Les charges générales connaissent une augmentation liée au contexte inflationniste, à l'augmentation des fluides liée en partie au rattrapage de gaz de l'ancienne piscine sur 2,5 ans (72.000 €), à l'augmentation de 5,5 % des denrées alimentaires entre 2022 et 2023, à la souscription de contrats d'entretien pour les différents bâtiments communautaires, aux assurances, au coût de l'électricité et du gaz (+ 72 %)...
- Les charges de personnel sont maîtrisées malgré la hausse du point d'indice à 1,5 % au 1<sup>er</sup> juillet 2023 et le recrutement du personnel nécessaire à l'ouverture du centre aquatique et n'augmentent que de 1,85 % entre le réalisé 2022 et 2023.
- Pour le chapitre 65, lors du vote du budget primitif, la subvention versée aux budgets annexes connaît une augmentation nette par rapport à l'année 2022 en raison du report d'une vente sur la ZAE de la Haute Voie et la nécessité d'abonder le Centre d'affaires ; la cotisation au SDIS connaît une nouvelle augmentation et la CCVCD maintient son soutien aux associations.



- Les atténuations de produits chapitre 014 connaissent une baisse de près de 100.000,00 € liée à la mise en place de l'élargissement des semaines d'ouverture de la Récré du village à Marolles (prise en compte par la Commune au titre de son attribution de compensation) notamment et de la baisse du FPIC en 2023.
- Les charges financières connaissent une augmentation liée aux nouveaux emprunts souscrits en 2022 et 2023 impactés par la hausse du livret A. En effet, 23 % de la dette sont indexés sur le livret A. Néanmoins, en période d'inflation il est opportun de souscrire ces emprunts car au moment de la baisse du livret A, les intérêts financiers baisseront. A taux fixe, le taux resterait à un niveau très élevé.
- La CCVCD amortit les études non suivies de travaux depuis 2023 et les subventions d'équipement versées. Les amortissements connaissent une forte augmentation en raison de la mise en service de la subvention pour la fibre en 2024.

# Recettes Réelles de Fonctionnement

## 743,00 € par habitant

Population DGF 2023 : 24 352 habitants

Recettes réelles de fonctionnement	Titré 2022	Provisoire 2023	Evolution
Impôts et taxes (ch73)	13 532 066.33	13 976 502.48	3.28%
TEOM			
Dotation (ch74)	2 592 942.00	2 751 220.00	6.10%
Produit des services	4 071 331.92	3 524 641.49	-13.43%
Atténuation de charges	1 129 967.12	1 361 788.53	20.52%
Autres produits de gestion courante	47 837.56	13 382.24	-72.03%
	412 654.41	346 554.10	-16.02%
Dont virement de la ZAVM	252 775.47	202 000.00	-20.09%
Produits divers	7 758.02	26 821.58	245.73%
Reprise de provision	0.00	505.89	
<b>Total</b>	<b>17 262 733.47</b>	<b>18 116 332.59</b>	<b>4.94%</b>

Les produits des services connaissent une nette augmentation en raison des encaissements liés au centre aquatique. Les recettes du centre aquatique sont d'ailleurs supérieures à la prévision budgétaire +7 %.





# Recettes Réelles de Fonctionnement

## 743,00 € par habitant

Population DGF 2023 : 24 352 habitants

- Les produits des services connaissent une augmentation de 20,52 % en raison des recettes du centre aquatique : +110.000,00 € de plus que les recettes de l'ancienne piscine, stabilité des produits périscolaires.
- Augmentation des produits fiscaux de 3,28 % avec une augmentation de la fiscalité directe de 8,9 %, de la TASCOT de 25 %, des IFR de 15 %, une baisse nette des rôles supplémentaires (85 %) et une légère augmentation de 2,8 % de la fraction de TVA, largement inférieure à l'inflation.
- Les dotations baissent de 13 % en raison du reversement de l'avance du filet sécurité inflation qui s'élevait à 168.544,00 €. En 2022, la CCVCD a bénéficié d'un rattrapage de subventions des années antérieures. Une revalorisation des compensations de la CFE est à noter, ainsi qu'une baisse du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle.
- Les autres produits connaissent une baisse de 16 % en raison de la baisse du reversement de la ZAVM au budget principal qui s'est élevé à 202.000 € contre 252.775 € en 2022.



# Composition des Dotations

## 126,00 € par habitant et 17,11% des RRF

Population DGF 2023 : 24 352 habitants

Dotations 2023	Titres émis 2022	Titres émis 2023
Dotation d'intercommunalité comptes 74124 et 74126	1 430 583.00	1 441 081.00
Compensations fiscales	1 519 613.00	1 646 550.00
Dont DRCTP	365 510.00	365 510.00
Attribution du fonds départemental taxe professionnelle	78 034.00	77 168.00
<b>Total</b>	<b>2 950 196.00</b>	<b>3 087 631.00</b>



# Composition des Recettes Fiscales

## 574,00 € par habitant hors TEOM et 77,48% des RRF

Population DGF 2023 : 24 352 habitants

Recettes réelles de fonct. 2023	Titres 2022	Titres 2023	Evolution
Contributions directes	3 094 093.00	3 370 981.00	8.95%
Fraction de TVA	2 299 348.00	2 362 120.00	2.73%
Compensation CVAE	1 789 478.00	1 859 561.00	3.92%
TASCOM	422 719.00	529 919.00	25.36%
IFER	1 932 794.00	2 223 320.00	15.03%
FBGIR	700 210.00	700 210.00	0.00%
FPIC	423 474.00	414 259.00	-2.18%
redevance des mines	5 707.00	5 551.00	-2.73%
Attribution de compensation	2 450 730.33	2 450 730.48	0.00%
Autres impôts locaux	418 513.00	59 851.00	-85.70%
<b>Total</b>	<b>13 537 066.33</b>	<b>13 976 502.48</b>	<b>3.25%</b>
TEOM	Titre 2022	Titre 2023	Evolution
<b>Total</b>	<b>2 592 942.00</b>	<b>2 751 220.00</b>	<b>6.10%</b>



# Dépenses d'Investissement

## 231,00 € par habitant

Population DGF 2023 : 24 352 habitants

Dépenses réelles d'Investissement	Mandaté 2022	Mandaté 2023	Evolution
Etudes (ch20)	77 635.59	312 039.73	301.93%
Immobilisations corporelles (ch21)	419 204.62	999 021.17	138.31%
Immobilisations en cours (ch23)	6 281 054.96	2 864 896.80	-54.39%
Amortissement en capital (ch16)	867 084.27	1 011 828.75	16.69%
Subventions d'équipements versées (ch204)	383 990.87	436 043.54	13.56%
Immobilisations financières (ch27)		1 845.00	
<b>Total</b>	<b>8 028 970.31</b>	<b>5 625 674.99</b>	<b>-29.93%</b>

Les dépenses d'équipement baissent en raison de l'achèvement du centre aquatique. Le futur équipement important porté la CCVD sera la construction du groupe scolaire du Hamois qui est encore au stade projet. Le DCE pour le marché de maîtrise d'œuvre sera lancé au cours du premier semestre 2024.





# Recettes d'Investissement

## 275,00 € par habitant (119,00 € hors emprunt)

Population DGF 2023 : 24 352 habitants

Recettes réelles d'Investissement	Titre 2022	Titre 2023	Evolution
Nouvel emprunt (ch16)	1 742 795.00	2 050 448.00	17.65%
Subvention (ch13)	1 598 000.00	1 703 856.17	6.62%
FCTVA	1 292 053.54	683 101.49	-47.13%
Excédent de fonctionnement capitalisé	0.00	2 250 120.94	
Immobilisations financières	0.00	1 845.00	
<b>Total</b>	<b>4 632 848.54</b>	<b>6 689 371.60</b>	<b>44.39%</b>

La CCVCD a perçu le solde des subventions du centre aquatique et 381.459,55 € du FEDER.  
Le FCTVA diminue en raison de la baisse des dépenses au chapitre 23.



# Effort d'Équipement Brut Budget Consolidé

## 343,00 € par habitant

Population DGF 2023 : 24 352 habitants

DRI consolidé	Mandaté 2022	Mandaté 2023	Evolution
budget principal	8 028 970.31	5 625 674.99	-29.93%
BA eau	1 078 644.31	1 321 828.81	22.55%
BA assainissement	730 369.06	753 523.95	3.17%
BA DMA	126 897.38	96 082.72	-24.28%
BA ZAVM	64 876.02	20 395.45	-68.56%
BA ZAC de la Haute Voie	501 848.96	507 436.99	1.11%
BA Centre d'affaires	23 368.93	23 511.41	0.61%
<b>Total</b>	<b>10 554 974.97</b>	<b>8 348 454.32</b>	<b>-20.91%</b>



# État de la Dette au 1<sup>er</sup> janvier 2024

- Structure de la Dette Consolidée ;
- Annuités de la Dette ;
- Capital Restant Dû ;
- Projection de la Dette.





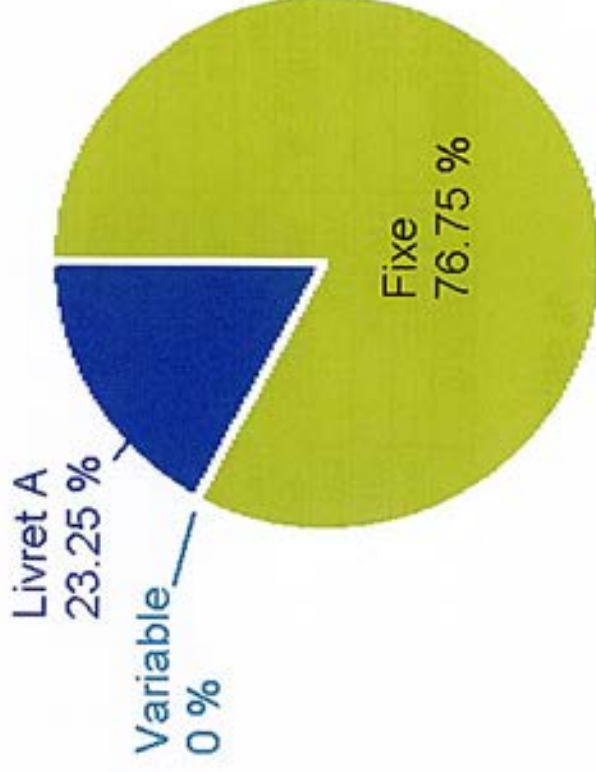
# Structure de la Dette Consolidée

Au 01/01/2024

Dette par type de risque

Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	17 414 687	76.75%	2.59%
Variable	0	0.00%	0.00%
Livret A	5 275 051	23.25%	4.18%
<b>Ensemble des risques</b>	<b>22 689 738</b>	<b>100.00%</b>	<b>2.96%</b>

La part de la dette indexée sur le livret A s'élève à 23,25 %. Cela permet d'anticiper une baisse des intérêts dès 2025.



# Structure de la Dette Consolidée au 01/01/2024

Durée résiduelle : 18 ans et 2 mois / Taux moyen : 2,96 %

	01/01/2019	01/01/2020	01/01/2021	01/01/2022	01/01/2023	01/01/2024
Annuités	2 206 036	2 263 846	2 358 445	2 598 563	2 686 440	2 772 840
Amortissements	1 639 939	1 670 307	1 748 836	2 005 370	2 049 071	2 121 959
Intérêts	566 098	593 539	609 609	593 193	637 370	650 881
Encours	Au 01/01/2019	Au 01/01/2020	Au 01/01/2021	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Au 01/01/2024
BA eau	267 486	237 337	216 065	193 821	174 276	159 152
BA assainissement	5 673 480	5 148 005	4 623 790	4 101 328	3 563 548	3 108 753
BA ZAC de la Haute Voie	4 017 786	3 531 718	3 040 549	2 544 122	2 042 274	1 534 836
BA Centre d'Affaires	107 746	97 484	337 223	315 718	294 088	272 826
BA DMA	196 782	169 655	142 529	115 402	88 276	61 149
BA ZAVM ZABL	103 448	89 655	75 862	62 069	48 276	34 482
Budget principal	8 644 985	11 567 550	14 406 550	15 666 153	16 497 280	17 518 540
Tous Budgets	19 011 711	20 841 404	22 842 568	22 998 613	22 708 018	22 689 738

La dette connaît un niveau stable depuis 2021 malgré la construction du centre aquatique et les investissements sur le budget eau notamment.

Pour mémoire, emprunts scolaires actualisés au 01/01/2024 :

Annuités : 205.968,69 € Capital : 150.115,05 € Intérêts : 55.853,64 €

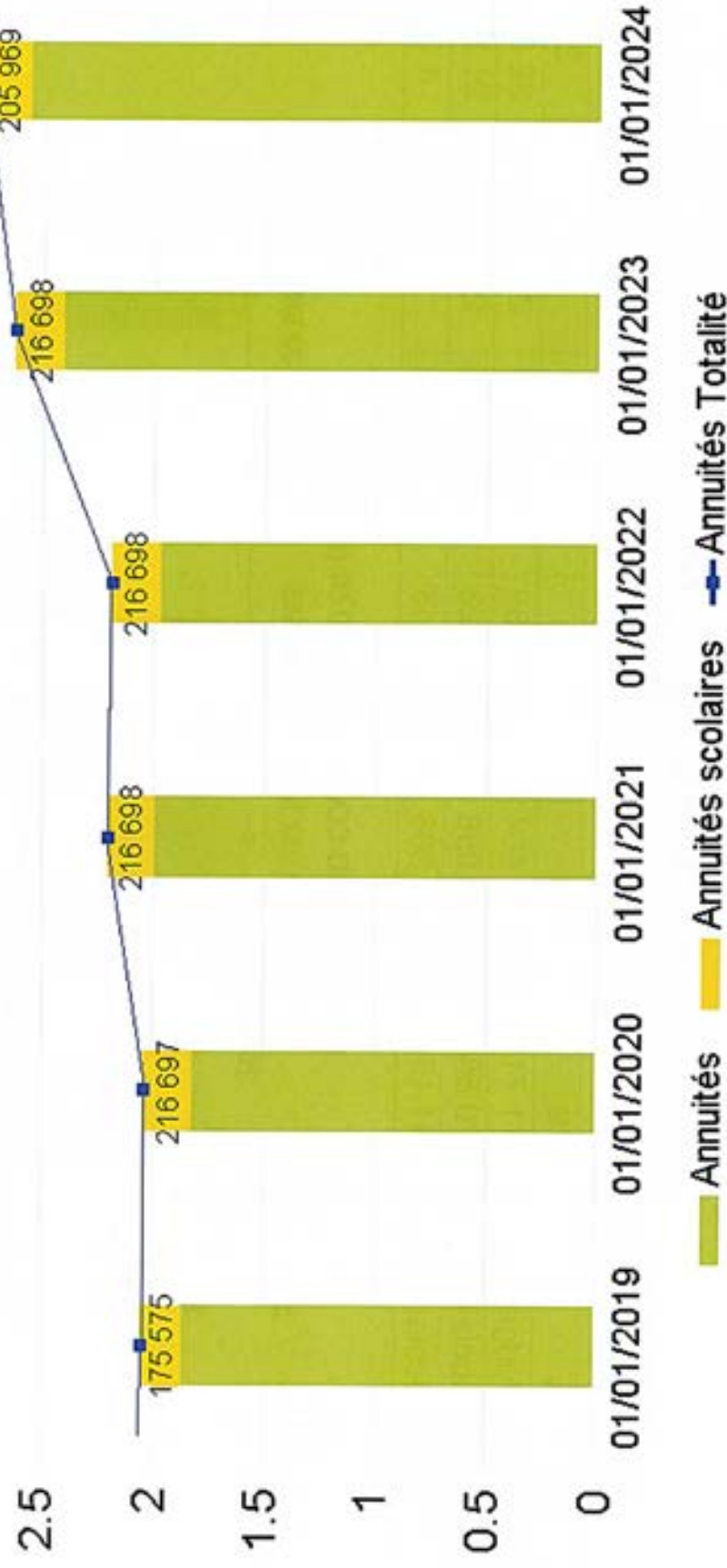
Capital Restant Dû au 01/01/2024 1.333.758,89 €

Un des 4 emprunts scolaires s'arrête en juillet 2024.



# Évolution des annuités de la dette de 2019 à 2024

Avec	01/01/2019	01/01/2020	01/01/2021	01/01/2022	01/01/2023	01/01/2024
Annuités Totalité	2 037 547	2 039 973	2 206 036	2 550 971	2 686 440	2 772 840
Annuités	1 861 972	1 823 276	1 989 338	1 967 870	2 469 742	2 566 871
Annuités Scolaires	175 575	216 697	216 698	216 698	216 698	205 969

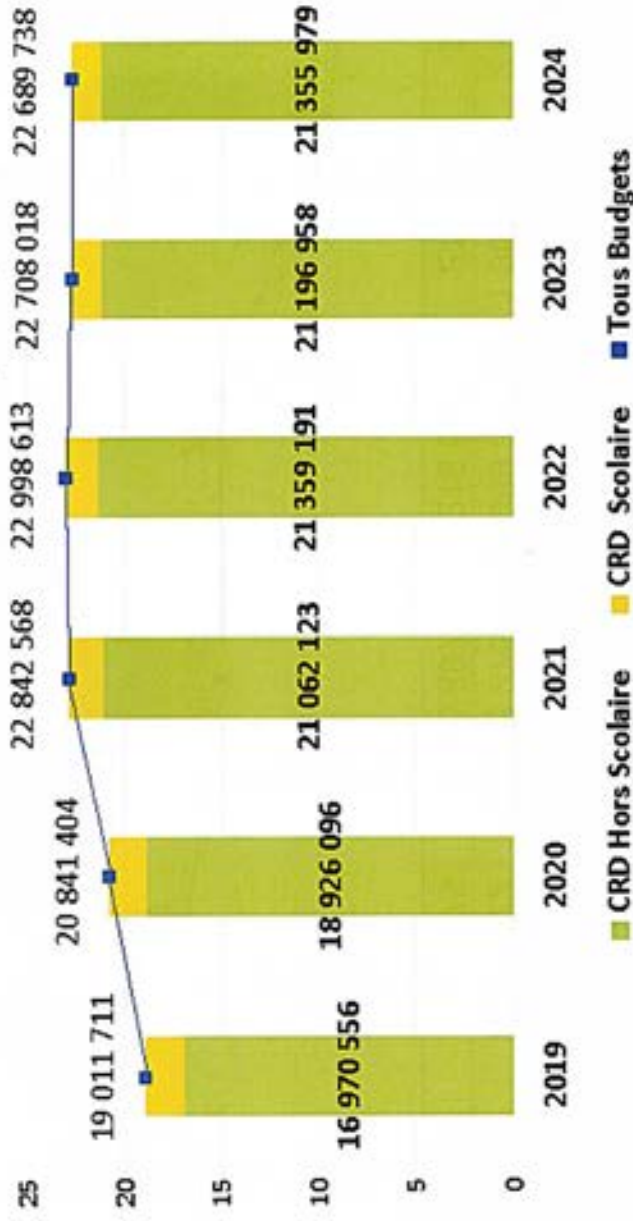




# Évolution du Capital Restant Dû de 2019 à 2024

Encours	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Tous Budgets	19 011 711	20 841 404	22 842 568	22 998 613	22 708 018	22 689 738
CRD Hors Scolaire	16 970 556	18 926 096	21 062 123	21 359 191	21 215 958	21 355 979
CRD Scolaire	2 041 155	1 915 308	1 780 445	1 639 422	1 492 060	1 333 759

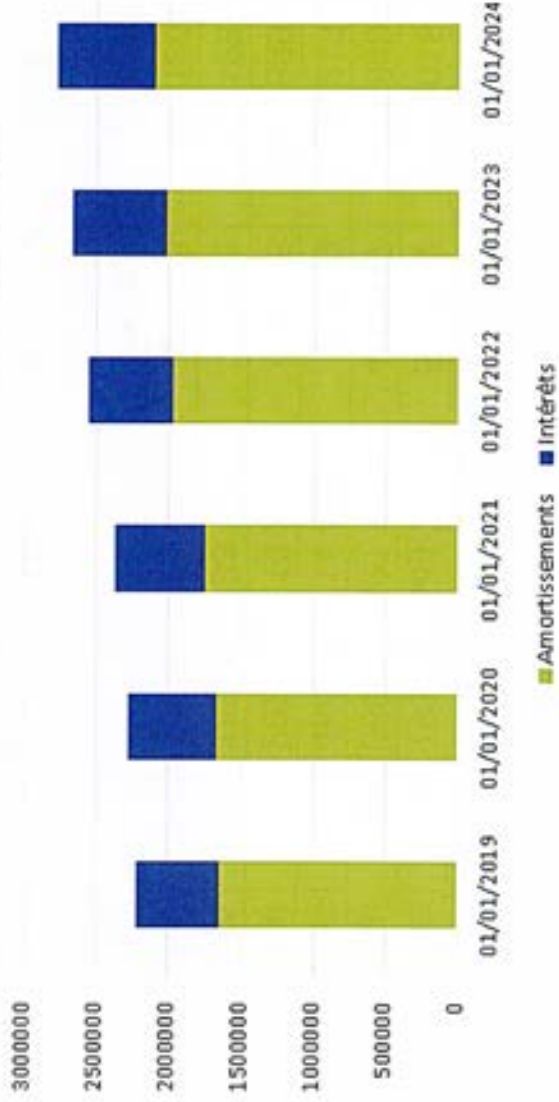
Evolution CRD CCVCD 2019-2024 (en M€)



# Évolution de l'annuité de 2019 à 2024

	01/01/2019	01/01/2020	01/01/2021	01/01/2022	01/01/2023	01/01/2024
Annuités	2 206 036	2 263 846	2 358 445	2 598 563	2 686 440	2 772 840
Amortissements	1 639 939	1 670 307	1 748 836	2 005 370	2 049 071	2 121 959
Intérêts	566 098	593 539	609 609	593 193	637 370	650 881

Evolution de la structure de l'annuité 2019-2024



La part des intérêts baisse en fin de période passant de 25 % en 2020 à 23,5 % en raison de la maturité de la dette sur plusieurs budgets annexes et des emprunts souscrits à taux fixe très bas.



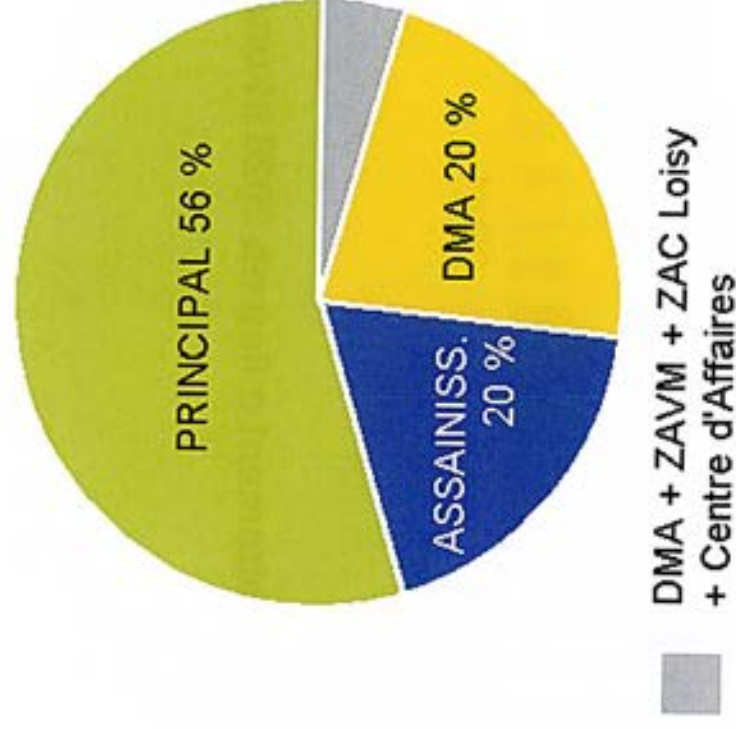
# Évolution de l'annuité de la CC par budget 2019-2024

Encours	01/01/2019	01/01/2020	01/01/2021	01/01/2022	01/01/2023	01/01/2024
Annuité BA eau	42 721	32 603	32 603	28 885	23 665	20 521
dont capital	30 148	21 272	22 245	19 544	15 123	12 706
Annuité BA assainissement	735 204	719 696	712 827	703 232	605 076	563 528
dont capital	526 137	524 877	532 513	537 690	454 701	428 680
Annuité BA ZAC Haute Voie	592 793	584 345	575 607	567 015	558 422	549 902
dont capital	486 068	491 169	496 427	501 848	507 436	513 198
Annuité BA Centre d'Affaires	14 464	14 060	27 749	27 213	27 934	29 656
dont capital	10 262	10 262	21 505	21 629	21 629	19 710
Annuité BA DMA	34 189	33 179	32 148	31 128	30 107	29 091
dont capital	27 126	27 126	27 126	27 126	27 126	27 126
Annuité BA ZAVM ZABL	18 117	17 520	16 903	16 296	16 296	15 085
dont capital	13 793	13 793	13 793	13 793	13 793	13 793
Annuité Budget principal	830 324	975 979	1 017 086	1 221 345	1 426 038	1 565 057
dont capital	577 435	660 999	704 133	883 739	1 009 627	1 106 742
<b>Annuité Tous Budgets</b>	<b>2 267 811</b>	<b>2 377 382</b>	<b>2 414 924</b>	<b>2 595 113</b>	<b>2 687 538</b>	<b>2 772 840</b>



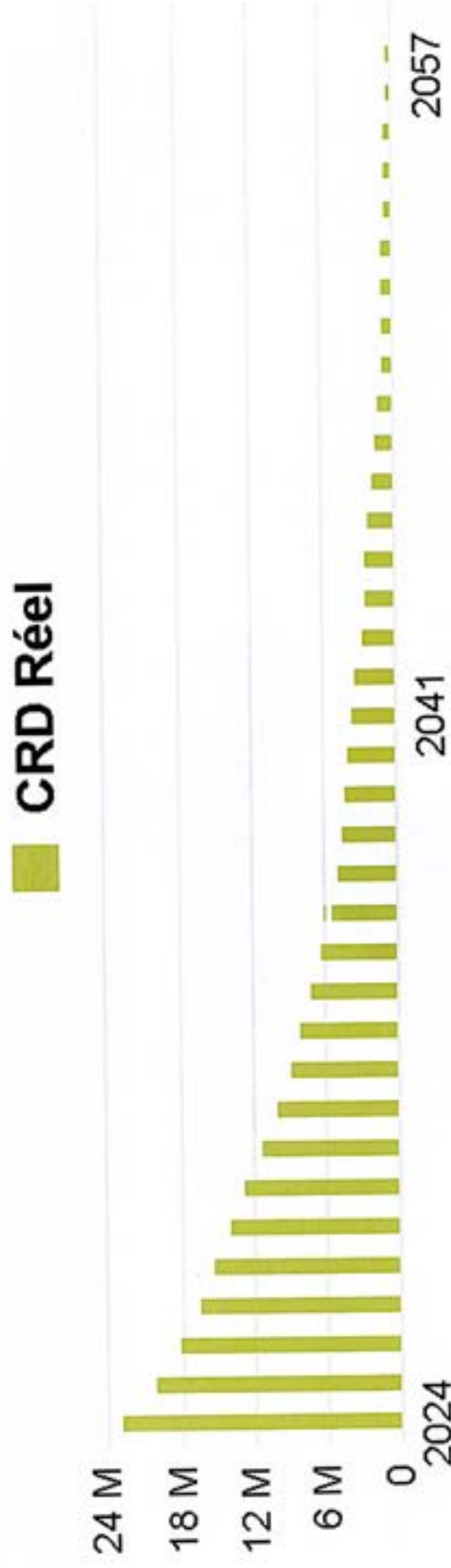


# Répartition de l'annuité de la CC par budget 2018-2023



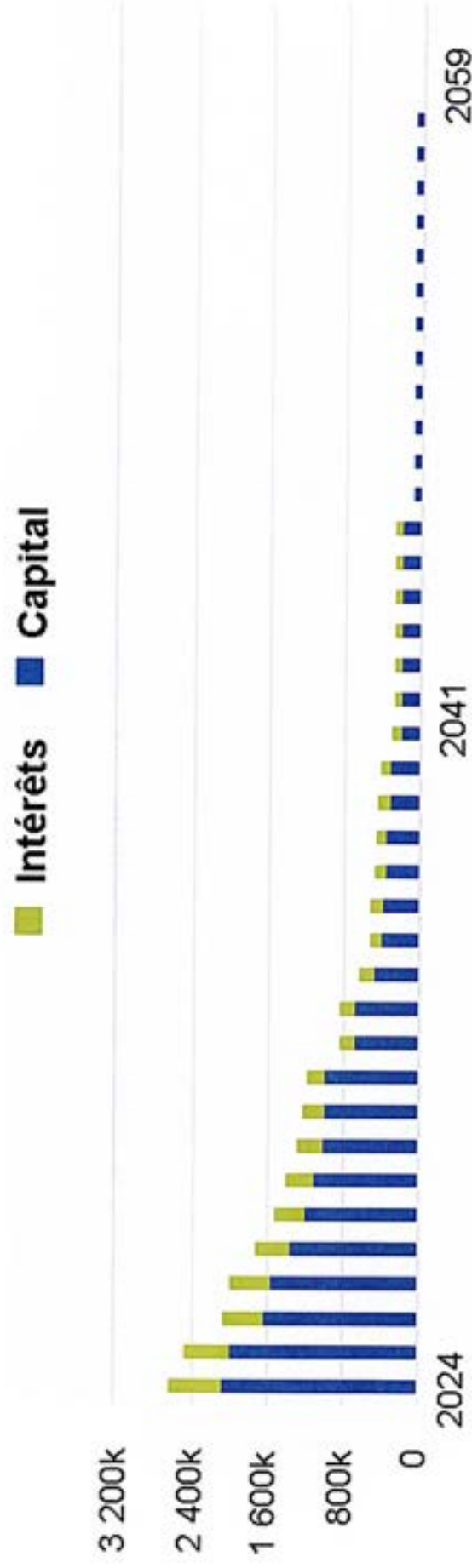
La part du budget assainissement baisse en raison de la maturité de la dette et de l'extinction d'un emprunt en 2023. Le budget principal représente 53 % de l'annuité et le budget eau 1 % ce qui permet d'envisager un ambitieux programme de travaux.

## Projection du Capital Restant Dû "au fil de l'eau"



Une première phase de désendettement a lieu en 2028 et une accélération dès 2033

## Projection du remboursement de la Dette "au fil de l'eau"



Dès 2026, la CCVCD connaît une nette phase de désendettement qui s'accélère en 2033.



# Opérations d'investissement 2024

Principales demandes de travaux et acquisitions hors M49

## Travaux :

- Paiement du solde du centre aquatique (850.000,00 € environ) ;
- Travaux dans les écoles : programme fonds vert pour 3 écoles à Vitry-le-François et différents travaux dans les écoles du territoire : école maternelle de Frignicourt, sanitaire à l'école de Loisy... Autorisation de programme de 1.000.000,00 € et des crédits de paiements de 600.000,00 € en 2024 et le solde en 2025 ;
- Travaux de voirie communautaire : rue de la Briquerie ... : 200.000,00 € ;
- Acquisition de la maison quaker à Glannes : 18.000,00 € ;
- Etudes pour le projet du futur groupe scolaire du Hamois dont le DCE de maîtrise d'œuvre sera attribué au cours du premier semestre 2024. Une autorisation de programme sera créée au cours de l'année quand le coût d'objectif sera connu : 500.000,00 €.

### **Matériels :**

- Achat de matériels par le service espaces verts : tondeuses autoportées... ;
- Service propreté ;
- Matériel informatique

### **Logiciels :**

- Migration du SIG ;
- Proposition d'une harmonisation de la facturation du périscolaire sur tout le territoire avec un logiciel dédié pour les communes n'en disposant pas ;
- Acquisition d'un module pour la réservation en ligne pour le centre aquatique ;
- Acquisition d'un module pour améliorer la distribution des plateaux pour la restauration scolaire du Collège Pierre Gilles de Gennes.

# Opérations d'investissement 2024

Principales demandes de travaux Budget déchets ménagers et assimilés

- Commande d'une nouvelle benne à ordures ménagères : (480.000,00 €) avec paiement d'une avance à 30 % en 2024.
- Achat de composteurs : 140.000,00 €
- Achat d'un camion grue : 280.000,00 €
- Achat d'un broyeur : 40.000,00 €





# Opérations d'investissement 2024 - Budgets M49

## Budget Assainissement :

- Travaux de mise en conformité du système d'assainissement : réseau et unité à Blaise-sous-Arzillières ;
- Réhabilitation du réseau des eaux usées à Couvrot ;
- Réhabilitation du réseau des eaux usées à Marolles.

## Budget eau :

- Renouvellement des conduites d'alimentation en eau potable à Coole ;
- Travaux de sécurisation de plusieurs réservoirs ;
- Renouvellement des conduites d'alimentation en eau potable à Courdemanges.

# Grands équilibres Budget Principal 2024

## Dépenses de fonctionnement

- Chapitre 011 : Dépenses ajustées en fonction du réalisé 2023 et en anticipant l'augmentation du coût de l'énergie ;
- Chapitre 012 : augmentation de 4 % par rapport au budget primitif 2023 en raison de l'augmentation du point d'indice sur une année pleine, de l'équipe du centre aquatique en année pleine et des postes pourvus fin 2023 voire début 2024 ;
- Chapitre 65 : il est tenu compte de l'augmentation de la contribution du SDIS à +5,5 % ; les concours aux associations sont stables ;
- Chapitre 66 : Des intérêts financiers à la hausse liée à la revalorisation du livret A passant de 0,5 % à 3 %.



# Grands équilibres budget principal 2024

## Recettes de fonctionnement

- Produits des services : ajustés au réalisé 2023 et avec une prise en compte de la revalorisation envisagée des tarifs des services à la rentrée scolaire ;
- Impôts et taxes : mise à jour du produit de la TFPB avec la revalorisation des bases à 3 % sans augmentation des taux ; attributions de compensation revues à la baisse en raison de la fin du déploiement de la fibre optique ;
- Dotations : Les dotations sont estimées en fonction des notifications 2023 et avec une revalorisation de 1 % ;
- Autres produits de gestion courante : stabilité par rapport à 2023.



# Grands équilibres budget principal 2024

## Dépenses d'Investissement

- Dépenses d'équipement : Paiement du solde de certains lots du centre aquatique, travaux dans les écoles notamment à Paul Fort, reconstitution d'une aire de jeux à l'école de Saint Ouen Domprot, travaux de voirie communautaire, renouvellement de matériel informatique, achat de matériel pour le service espaces verts et le service propreté .... ;
- 175.000,00 € pour les subventions OPAH ;
- 500.000,00 € pour les études dans le cadre du PRU Hamois ;
- Annuité d'emprunt en capital : 1.106.744,00 € (+ 10,22 %) ;
- Travaux en régie pour 125.000,00 € : remplacement des sanitaires à Paul Fort...

# Enveloppe d'Investissement pour 2024

## et marge de manœuvre

- Compte tenu des éléments de cadrage, du niveau d'emprunt à réaliser, le montant de l'enveloppe d'investissement regroupant les chapitres 20/204/21/23 est estimé autour de 3.700.000,00 € ;
- Cette enveloppe pourrait encore évoluer à la hausse en fonction des marges de manœuvre dégagées par l'optimisation des plans de financement des opérations d'équipement, notamment par l'augmentation du montant des subventions du chapitre 13 ;
- Le montant du chapitre 13 est estimé à 656.625,32 €, comprenant essentiellement le solde des subventions pour le centre aquatique et l'intracing ; le fonds vert pour les travaux dans les écoles, les subventions pour la réfection de l'avenue Jean Juif .... ;
- Le FCTVA est évalué à 404.800,00 € ;
- Les emprunts limités à 450.000,00 €, la CCVCD amorce un désendettement malgré un programme de travaux soutenu ;
- Les amortissements sont évalués à 660.559,00 € en recettes.



# Simulation Budget 2024 – Budget Fonctionnement

## Dépenses

Ch.	Libellé Chapitre	BP2024	BP 2023	DM 2023	BP+DM 2023	estim CA 2023	CA 2022
011	Charges à caractère général	4 095 000,00	4 167 510,00	40 029,00	4 207 539,00	3 468 246,24	3 024 079,79
012	Charges de personnel et frais assimilés	9 098 580,01	8 748 244,44	-30 000,00	8 718 244,44	8 623 477,91	8 467 094,28
014	Atténuation de produits	1 596 500,00	1 630 778,24	-27 858,00	1 602 920,24	1 569 139,26	1 660 952,38
022	Dépenses imprévues		10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	
023	virement à la section d'investissement	2 589 493,66	1 907 381,02	-183 784,00	1 723 597,02	0,00	
042	ordre de transfert entre sections	660 559,00	401 676,81	170 000,00	571 676,81	479 554,78	350 711,71
65	Autres charges de gestion courante	3 149 500,00	3 077 356,22	116 677,00	3 194 033,22	3 149 372,86	2 794 049,51
66	charges financières	458 315,00	402 395,00	32 000,00	434 395,00	431 150,31	372 335,58
67	Charges exceptionnelles	2 048,00	9 000,00	168 544,00	177 544,00	168 897,80	7 632,19
68	Charges aux provisions	15 000,00	30 000,00	-13 000,00	17 000,00	6 888,60	0,00
<b>Total Dépenses de Fonctionnement</b>		<b>21 664 995,67</b>	<b>20 384 341,73</b>	<b>272 608,00</b>	<b>20 656 949,73</b>	<b>17 896 727,76</b>	<b>16 676 855,44</b>

## Recettes

Ch.	Libellé Chapitre	BP2024	BP 2023	DM 2023	BP+DM 2023	estim CA 2023	CA 2022
002	Résultat de fonctionnement reporté	2 243 295,67	1 564 130,40		1 564 130,40		
013	Atténuation de charges	14 200,00	94 552,00	0,00	94 552,00	13 382,24	47 837,56
042	Opérations de transferts entre section	133 500,00	77 000,00	0,00	77 000,00	35 887,86	17 907,54
70	Produits des services	1 414 000,00	1 241 435,00	25 995,00	1 267 430,00	1 361 244,55	1 129 967,12
731	Fiscalité locale	6 233 000,00	13 577 499,33	231 613,00	13 809 112,33	13 976 502,48	13 532 066,33
73	impôts et taxes	7 650 000,00	3 474 905,00	0,00	3 474 905,00	3 524 641,49	4 071 331,92
74	Dotations et participations	3 555 000,00					
75	Autres produits de gestion courante	392 000,00	351 820,00	0,00	351 820,00	346 554,10	412 654,41
76	produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00		
77	Produits exceptionnels	25 000,00	3 000,00	15 000,00	18 000,00	26 787,59	7 758,02
78	Reprise sur provision semi-budgétaire	5 000,00	0,00	0,00	0,00	505,89	0,00
<b>Total recettes de fonctionnement</b>		<b>21 664 995,67</b>	<b>20 384 341,73</b>	<b>272 608,00</b>	<b>20 656 949,73</b>	<b>19 285 506,20</b>	<b>19 219 522,90</b>





# Simulation Budget 2024 – Section Investissement

## Dépenses

Ch.	Libellé Chapitre	BP2024	BP 2023	DM 2023	BP+DM 2023	estim CA 2023	CA 2022
001	solde d'exécution de la section investiss.	658 409,00	2 165 372,94	0,00	2 165 372,94		
020	dépenses imprévues		15 000,00	0,00	15 000,00		
040	opérations d'ordre entre sections	133 500,00	77 000,00	0,00	77 000,00	35 887,86	17 907,54
041	opérations patrimoniales	150 000,00	80 000,00	100 000,00	180 000,00	80 432,91	
16	emprunts et dettes assimilées	1 111 742,00	1 015 379,50	5 000,00	1 020 379,50	1 015 878,75	886 800,00
20	immobilisations incorporelles	955 000,00	481 358,00	111 812,60	593 170,60	312 039,73	77 635,59
204	subventions d'équipement versées	185 000,00	520 500,00	-50 000,00	470 500,00	436 043,54	383 990,87
21	immobilisations corporelles	1 655 950,00	801 269,00	835 840,84	1 637 109,84	1 049 021,17	419 204,62
23	immobilisations en cours	784 512,75	3 853 037,47	-836 712,44	3 016 325,03	2 864 896,48	6 281 054,96
27	immobilisations financières	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	1 845,00	0,00
<b>Total Dépenses d'Investissement</b>		<b>5 637 113,75</b>	<b>9 008 916,91</b>	<b>165 941,00</b>	<b>9 177 857,91</b>	<b>5 796 045,44</b>	<b>8 066 593,58</b>

## Recettes

Ch.	Libellé Chapitre	BP2024	BP 2023	DM 2023	BP+DM 2023	estim CA 2023	CA 2022
021	Virement de la section d'investissement	2 589 493,66	1 907 381,02	-183 784,00	1 723 597,02		
040	Opérations de transferts entre section	660 559,00	401 676,81	155 000,00	571 676,81	479 554,78	
041	Opérations patrimoniales	150 000,00	80 000,00	100 000,00	180 000,00	80 432,91	0,00
10	Dotation	404 800,00	700 000,00	-85 000,00	615 000,00	683 101,49	1 235 541,08
1068		684 261,09	2 250 120,94	0,00	2 250 120,94	2 250 120,94	
13	Subventions d'équipement versées	695 000,00	1 749 038,14	32 977,00	1 782 015,14	1 703 856,17	1 574 561,61
16	Emprunts et dettes assimilées	450 000,00	2 005 448,00	50 000,00	2 055 448,00	2 054 198,00	1 742 795,00
23	immobilisations en cours						32 755,23
27	immobilisations financières	3 000,00				1 845,00	44 028,00
<b>Total Recettes d'Investissement</b>		<b>5 637 113,75</b>	<b>9 093 664,91</b>	<b>69 193,00</b>	<b>9 177 857,91</b>	<b>7 253 109,29</b>	<b>4 629 680,92</b>



# Données relatives aux ressources humaines

En déclinaison de nouveaux principes énoncés par la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et traduits dans l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités

Territoriales et selon le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire, ce dernier contient une présentation rétrospective (issue notamment des bilans sociaux) et prospective de l'évolution des emplois et effectifs ainsi que les crédits afférents.

## A. STRUCTURE DES EFFECTIFS

### A.1. Structure globale

La structure des effectifs (sans l'eau et l'assainissement y compris les OM) peut être résumée en 2023 de la manière suivante :

#### Répartition des effectifs des titulaires et des contractuels au 30/09/2023

	Eff. Au 31/12/2022	Effectif au 30/09/2023			Répartition au 30/09/2023		
		TOTAL	H	F	TOTAL	H	F
Fonctionnaires titulaires et stagiaires	187	184	88	96	62.80%	30.03%	32.76%
Agents non titulaires permanents	14	31	15	16	10.58%	5.12%	5.46%
Agents non titulaires non permanents (y compris les remplaçants)	77	78	15	63	26.62%	5.12%	21.50%
<b>Effectif total tous statuts confondus</b>	<b>278</b>	<b>293</b>	<b>118</b>	<b>175</b>	<b>100%</b>	<b>40.27%</b>	<b>59.73%</b>

#### Répartition des effectifs titulaires et non titulaires par sexe

Sexe	Nombre d'agents 2023	%
Femme	175	59.73%
Homme	118	40.27%
<b>Total général</b>	<b>293</b>	<b>100%</b>



## Répartition des agents par catégorie

Statut	Agents au 31/12/2022	Agents au 30/09/2023	En % 2023
Totaux contractuels non permanents	77	78	26.62%
CONT-Catégorie A+B+C	9	25	
CONT-CDI	5	6	
Totaux contractuels (emploi permanent)	14	31	10.58%
Stagiaire (FPT)	7	3	
Titulaire (FPT/FPE)	180	181	
Totaux fonctionnaires (stagiaires+ titulaires)	187	184	62.80%
<b>Total général</b>	<b>278</b>	<b>293</b>	<b>100.00%</b>

Nous pouvons constater une augmentation de l'effectif entre 2022 et 2023 avec une stabilité d'agents fonctionnaires et une hausse d'agents contractuels. L'augmentation des agents non titulaires sur emploi permanent est due essentiellement aux recrutements liés à l'ouverture du centre aquatique, de la création d'un poste d'un conseiller en énergie partagé et des postes non pourvus au 31 décembre 2022.

La très grande majorité des agents de la Communauté de Communes de Vitry, Champagne et Der sont soit titulaires de la fonction publique soit stagiaires (62.80%), et donc en possibilité d'être titularisés au terme de leur période de stage si celle-ci est concluante.

On peut noter que les hommes représentent 40.27% de l'effectif total contre 59.73% pour les femmes. Nous sommes toujours dans la même tendance que l'an passé à savoir un déséquilibre femmes/hommes.

## A.2. Structure détaillée des effectifs

La structure détaillée des effectifs prend en compte l'ensemble des différentes filières de la fonction publique territoriale composant les effectifs de la Communauté de communes. Certaines filières ne sont pas représentées. D'autres sont sur-représentées. Il en est ainsi de la filière technique qui représente 62.12 % des effectifs.

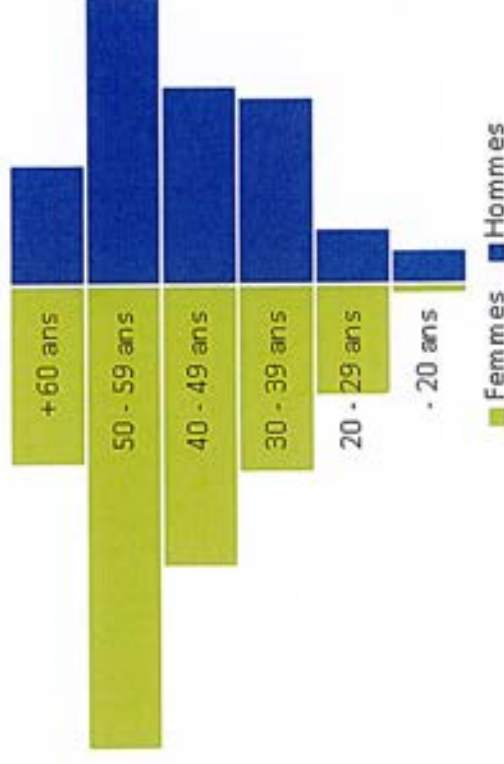
### Nombre d'agents titulaires, stagiaires et non titulaires au 31/12/2023

Filière	Agents	%
Administrative	30	10.24%
Animation	14	4.78%
Sociale	19	6.48%
Médico-sociale	1	0.34%
Médico-technique	1	0.34%
Sportive	13	4.44%
Technique	182	62.12%
Sans filière (TAP)	33	11.26%
<b>Total général</b>	<b>293</b>	<b>100%</b>

### A.3. Données prospectives

#### La pyramide des âges au 31 décembre 2023

Tranche d'âge	Femmes	Hommes	Total	%
-20 ans	1	4	5	1.71%
20-29 ans	15	7	22	7.51%
30-39 ans	26	26	52	17.75%
40-49 ans	39	26	65	22.18%
50-59 ans	69	41	110	37.54%
60-69 ans	25	14	39	13.31%
<b>TOTAL</b>	<b>175</b>	<b>118</b>	<b>293</b>	<b>100.00%</b>



La pyramide des âges est utile à la mise en œuvre de la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC). Les deux fonctions de la pyramide des âges :

1. Elle est d'abord un outil de prévision des départs à la retraite, de surcroît elle permet d'anticiper les besoins en matière de compétences (recrutement et formation).
2. Ensuite, elle est un outil de pilotage de la politique des rémunérations. En effet, si l'on considère que le vieillissement du personnel s'accompagne d'une hausse des rémunérations (du fait de l'ancienneté ou des promotions), le résultat immédiat d'une politique de départ des agents les plus âgés sera une réduction de la masse salariale, soit un effet Noria positif.

Nous constatons que la pyramide des âges de la Communauté de Communes est vieillissante mais l'EPCI s'attache à son rééquilibrage pour un fonctionnement optimisé des services.



Le vieillissement démographique a des conséquences économiques en matière de santé, d'emploi et d'organisation de la vie professionnelle (reclassement). Identifier cette situation permet d'agir en amont en mettant en place des dispositifs de transmission de la connaissance. A la date du 31 décembre 2023, l'âge moyen des agents est de 47.14 ans. En 2023, la part des « 50 ans et plus » représente 50.85% contre 52.16% en 2022.

#### A.4. Le temps de travail

##### Répartition des temps de travail de l'ensemble des agents de la Collectivité

	Hommes	Femmes	TOTAL (*)	%
Temps complets	106	49	155	59.62%
Dont temps partiels	0	3	3	1.75%
Temps non complets	8	97	105	40.38%
<b>TOTAL</b>	<b>114</b>	<b>146</b>	<b>260</b>	<b>100%</b>

(non compris les enseignants et les remplaçants)

Nous pouvons constater que 59.62 % des agents sont à temps complet. Par ailleurs, sur les 40.38% des agents à temps non complet, 92.38% sont des femmes. La Communauté de communes tente à chaque fois que cela est possible de **résorber les temps non complets suite aux départs à la retraite des agents via des démarches d'optimisation en interne.**

## B. HANDICAP ET PREVENTION

### B.1. Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés

Déclaration	2022 (sur eff. 2021)	2023 (sur eff. 2022)
Effectifs déclarés	252	259
Nombre légal de bénéficiaires de l'obligation d'emploi (6%)	15	15
Nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi	17	17
Taux d'emploi direct	6.75%	6.56%
Montant de la contribution	0	0

Le code du travail impose aux employeurs privés ou publics, lorsqu'ils emploient au moins 20 personnes en équivalent temps plein (ETP), une obligation d'emploi de travailleurs handicapés. Ce taux est fixé à 6 % par la loi. En cas de non-respect de cette règle, l'employeur devra acquitter une contribution.

En 2023, un certain nombre de mesures sont intervenues afin de renforcer la qualité des conditions de travail des agents et la prise en compte des situations particulières de handicap :

Paiement du reliquat de la somme restant à charge des agents reconnus QTH pour l'achat d'équipements spécifiques

En parallèle, la Communauté de Communes a poursuivi ses actions d'accompagnement pour les agents repérés en situation de handicap dans le cadre du maintien à l'emploi pour les aider à élaborer un dossier de Reconnaissance de la Qualité de « Travailleur Handicapé ». D'autres démarches ont été réalisées telles que :



- des études ergonomiques ;
- des dossiers de demande d'aide financière auprès du FIPHFP suite à l'achat de matériels adaptés au poste de travail ;
- des stages d'immersion sur un autre poste de travail ;
- des reclassements (mobilités internes, réflexion sur un projet de reconversion, bilan de compétences...).

Des dossiers de retraite pour invalidité ont été finalisés, d'autres sont en cours de traitement ainsi que la mise en place pour certains des agents d'un accompagnement au reclassement.

En 2023, la Communauté de Communes a déclaré au FIPHFP **10 248.65 euros de dépenses réalisées** suite à la sous-traitance avec des entreprises employant des travailleurs handicapés. **Le taux d'emploi est égal à 6.56%** et ainsi la Communauté de communes n'a pas été obligée de verser de contribution au FIPHFP. Le taux d'emploi est en baisse en raison de l'augmentation du nombre d'effectifs déclarés.

## B.2. Prévention

Agents affectés à la prévention dans la collectivité :

- Directeur Hygiène Sécurité : **1 agent**
- Préventeur : **1 agent**
- Assistants de prévention : **1 agent en 2023**
- Médecin de prévention : **la médecine préventive est assurée par le CDG 51 depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2022.**



## C. CHARGES DE PERSONNEL (hors frais de mutualisation)

### C.1. Au titre de l'année 2023 (prévisionnel au 31/12/2023)

Au titre de l'année 2023, les données issues du logiciel RH font apparaître des dépenses de personnel du chapitre 012 s'élevant à **5 340 287 euros** (sans le budget des OM, ni le budget assainissement) :

Dans ce montant, on peut notamment trouver :

Nature des charges	2022 (BP)	2023 (BP)
Montant total des rémunérations annuelles brutes	5 209 388	5 340 287
Dont chapitre 12 (641)	328 633	338 225
Dont primes et indemnités au titre de l'article 111	419 123	388 289
Dont autres primes et indemnités (y compris le CIA)		
Dont NBI	27 249	28 886
Dont SFT	31 907	36 531

A cette somme doivent être rajoutés les charges patronales, les coûts de formation, la médecine professionnelle, le coût des EPI, la contribution éventuelle au FIPHFP ainsi qu'au FNCST...

### Etat des heures supplémentaires

Année	Montant HS
2022 (sans les OM)	56 769
2023 (sans les OM)	67 267



## **C.2. Les mesures impactant la masse salariale 2023**

### **C.2.1. Elément de contexte national en matière de ressources humaines en 2023**

En matière de ressources humaines, la préparation du budget 2023 n'a pas tenu compte des décisions nationales suivantes qui sont arrivées après la préparation budgétaire.

#### **C.2.1.1. L'augmentation générale du point d'indice de la Fonction Publique de 1.5%**

Conformément aux annonces du gouvernement, le décret n° 2023-519 du 28 juin 2023 a relevé la valeur du point d'indice de **1,5%** pour tous les agents publics. À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023, la valeur annuelle du traitement afférent à l'indice 100 majoré est portée de 5 820,04 euros à **5 907,34 euros**.

Ce décret attribue des **points d'indice majoré différenciés pour les indices bruts 367 à 418** au 1<sup>er</sup> juillet 2023. Cette modification de la correspondance entre les indices bruts et majorés a pour conséquence d'écarter l'application de l'indice minimum de traitement (IM 361) et impacte les agents des catégories B et C. Le coût de cette mesure s'élève à **70 000 euros au titre de 2023**.

#### **C.2.1.2. Revalorisations du SMIC**

##### **Revalorisation du SMIC de 1,81% au 1<sup>er</sup> janvier 2023**

Comme chaque année, le SMIC a fait, en 2023, l'objet d'une revalorisation annuelle par décret au 1<sup>er</sup> janvier, basée sur l'inflation et l'indice (produit par la Dares) du salaire horaire de base des ouvriers et employés (SHBOE).



Dans ce contexte d'inflation, le décret n° 2022-1608 du 22 décembre 2022 porte relèvement du salaire minimum de croissance de + 1,81 % au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Sur la base de la durée légale du travail de 35 heures hebdomadaires, le montant du SMIC brut horaire s'élève donc à 11,27 euros, soit 1 709,28 euros mensuels en métropole.

Celui-ci avait fait l'objet, au cours de l'année 2022, de deux revalorisations automatiques en mai puis en août.

### **Revalorisation du SMIC de 2,22% au 1<sup>er</sup> mai 2023**

L'arrêté du 26 avril 2023 relatif au relèvement du salaire minimum de croissance a revalorisé le SMIC de 2,22 % au 1<sup>er</sup> mai 2023. Sur la base de la durée légale du travail de 35 heures hebdomadaires, le montant du SMIC brut horaire s'élève donc à 11,52 euros, soit 1 747,20 euros mensuels, en métropole.

### **C.1.2.3. Relèvements de l'indice minimum de traitement**

Afin d'éviter que le salaire minimum dans la fonction publique ne soit inférieur au SMIC (ce qui obligerait les employeurs publics à appliquer une indemnité différentielle pour combler l'écart de traitement), l'augmentation du SMIC a été suivie d'un relèvement de l'indice minimum de traitement pour les agents de la fonction publique.

#### **Relèvement de l'indice minimum de traitement au 1<sup>er</sup> janvier 2023**

Comme mentionné dans le décret n° 2022-1615 du 22 décembre 2022, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le minimum de traitement correspond à l'indice majoré 353 (indice brut 385), soit 1 712,06 € brut par mois. Auparavant, il était fixé à l'indice majoré 352 (indice brut 382).





### **Relèvement de l'indice minimum de traitement au 1<sup>er</sup> mai 2023**

Le 1<sup>er</sup> mai 2023, l'indice minimum de traitement des agents publics a de nouveau été relevé au niveau du SMIC. Le décret n° 2023-312 du 26 avril 2023 porte le minimum de traitement dans la fonction publique à l'indice majoré 361 (indice brut 397), soit 1 750,86 € bruts par mois.

### **C.2.1.4. La revalorisation salariale des agents de catégorie B**

Annoncés par le gouvernement en complément du point d'indice, six décrets modifient la **carrière et la rémunération des agents de catégorie B** des trois versants de la fonction publique depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2022. Deux d'entre eux s'appliquent aux agents de la fonction publique territoriale.

Le [décret 2022-1200 du 31 août 2022](#) modifie l'organisation des carrières de différents cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie B, en **réduisant la durée de certains échelons et grades**. Pour accompagner ces évolutions, le décret adapte notamment **les modalités d'avancement et de classement lors de la nomination dans un cadre d'emplois de fonctionnaires de la catégorie A de la FPT**.

Le deuxième grade a été modifié et comporte désormais douze échelons au lieu de treize (suppression du 1<sup>er</sup> échelon). Chaque cadre d'emplois comprend donc trois grades ou assimilés avec la composition ci-dessous :

- Treize échelons pour le premier grade ;
- Douze échelons pour le deuxième grade ;
- Onze échelons pour le troisième grade.

La durée passée dans chacun des échelons des grades des cadres d'emplois a évolué :

- Premier grade (B1) : Réduction de la durée de deux ans à un an des quatre premiers échelons
- Deuxième grade (B2) : La durée des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> échelons est réduite d'un 1 an (passage de 2 ans à 1 an) et celle des échelons 7 et 11 augmente d'un an (passage de 2 à 3 ans et de 3 à 4 ans)
- La durée de carrière passe de 30 à 26 ans sur ces deux grades.

Le [décret n° 2022-1201 du 31 août 2022](#) revalorise la grille indiciaire de la catégorie B de la FPT en modifiant l'échelonnement indiciaire applicable aux premiers et deuxième grades des cadres d'emplois de cette catégorie :

Premier grade (B1) : Les quatre premiers échelons bénéficient d'une augmentation de 4 à 17 points d'indice (soit 1 % à 4,6 %) :

- 1<sup>er</sup> échelon : 372 → 389 (soit +17 points ou 4,6 %)
- 2<sup>ème</sup> échelon : 379 → 395 (soit +16 points ou 4,2 %)
- 3<sup>ème</sup> échelon : 388 → 397 (soit +9 points ou 2,3 %)
- 4<sup>ème</sup> échelon : 397 → 401 (soit +4 points ou 1 %)

Deuxième grade (B2) : Le traitement indiciaire des deux premiers échelons augmente :

- 1<sup>er</sup> échelon : 389 → 401 (soit +12 points ou 3,1 %)
- 2<sup>ème</sup> échelon : 399 → 415 (soit +16 points ou 4 %)

### **C.2.1.5. Relèvement à 75% de la participation des employeurs aux titres de transport**

Afin d'augmenter le pouvoir d'achat des agents publics, le calcul de la prise en charge par l'employeur des abonnements de transports en commun pour les agents publics a été modifié par le [décret n° 2023-812 du 21 août 2023](#). La prise en charge est passée à 75 % contre 50 % auparavant à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2023.



### **C.2.1.6. Prolongation pour l'année 2023 de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA)**

Le décret n°2023-775 du 11 août 2023 reconduit la GIPA au titre de l'année 2023. La Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat permet d'apporter un complément de rémunération aux agents dont la rémunération n'a pas évolué à la même cadence que l'indice des prix à la consommation en cumul sur une période de 4 ans. La période de référence du calcul est du 31 décembre 2018 au 31 décembre 2022, période pendant laquelle la valeur du point a augmenté de 3,5 % et des revalorisations d'indice majoré ont eu lieu. Toutefois, le taux d'inflation retenu est de +8,19 % (arrêté du 11 août 2023), la valeur moyenne annuelle du point s'élève à 56,2323€ pour l'année 2018 et à 57,2164€ pour l'année 2022. Dès lors, le coût de la GIPA 2023 est estimé au double de celui de 2022. Les nouvelles revalorisations du point et des indices majorés en 2023 devraient réduire le coût de la GIPA pour le budget 2024 qui pourrait être semblable à celui connu en 2022. La GIPA représente plus de 15 000 euros à la Communauté de Communes en 2023.

### **C.2.1.7. La progression « naturelle » des fonctionnaires**

Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) positif est un phénomène qui contribue habituellement à l'évolution à la hausse de la masse salariale du fait des avancements d'échelons et de grades, ou de la promotion interne. Cette augmentation naturelle des rémunérations liée à l'ancienneté ou à l'augmentation de la technicité des fonctionnaires découle du statut et permet ainsi une progression de la carrière des agents. Son coût est relativement stable dans le temps, et est désormais estimé, en année pleine, à près de 20 000 € pour la Communauté de Communes.



### **C.2.1.8. Revalorisation des allocations d'assurance chômage au 1er juillet 2023**

Les éléments de calcul de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) sont revalorisés. De même, les salaires journaliers de référence composés intégralement de rémunérations anciennes d'au moins 6 mois sont revalorisés de 1.90%.

L'ARE de juillet (versée en août) est revalorisée comme suit :

- L'allocation minimale passe à 31.59 € par jour (31 € précédemment)
- La partie fixe de l'ARE passe à 12.95 € par jour (12.71 € précédemment)
- L'allocation minimale ARE formation passe à 22.61 € par jour (22.19 € précédemment)

### **C.2.1.9. Revalorisation des frais d'hébergement et de repas**

Un arrêté du 20 septembre 2023 revalorise les frais d'hébergement et de repas à compter du 22 septembre 2023

Les frais d'hébergement passent :

- de 70€ à 90€ pour le taux de base,
- de 110€ à 140€ pour la commune de Paris
- de 90€ à 120€ pour les villes de plus de 200 000 habitants et les communes du Grand Paris.

Les frais de repas passent de 17.50€ à 20€.

### **C.2.1.10. Changement du taux de cotisation auprès du CNFPT pour le financement de la formation des apprentis**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, les collectivités locales et leurs établissements publics sont redevables d'une majoration de cotisation patronale instituée au titre du financement des droits de formation des apprentis du secteur public (excepté pour les emplois d'avenir et contrats d'accompagnement dans l'emploi). Cette majoration est assise sur la masse des rémunérations versées aux agents. Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, le taux de cette majoration change et passe à 0,10% (il était auparavant de 0,05 %)

### **C.2.1.11. Les décisions prises par la Communauté de Communes en matière d'amélioration des carrières individuelles et de renforcement des effectifs.**

**C.2.1.12. L'équipe de direction en lien avec les élus poursuit ses réflexions afin de trouver des pistes d'économie sans altérer la qualité des services rendus à la population.**

**C.2.1.13. Grâce à ce travail en mode projet, on peut toujours constater une relative stabilité des effectifs et de la masse salariale de la Communauté de Communes et ce malgré l'augmentation des charges patronales, et les modifications statutaires imposées par les textes réglementaires.**

Les différentes charges sont en partie compensées par :

- L'incitation à la montée en compétence au sein de l'établissement ;
- Les redéploiements internes : l'accent est mis sur la mobilité interne et la mise en place d'un réexamen systématique des missions au départ d'un agent (retraite ou mutation) ;



- La mise en œuvre de nouvelles organisations de travail dans les services, la mutualisation des services aux missions connexes ;
- La limitation du recours aux personnels contractuels en particulier pour des renforts en faisant appel au maximum à des reclassements d'agents ;
- Un travail sur le reclassement professionnel des agents.

## **C.2.2. Élément de contexte en matière de ressources humaines en 2023**

**C.2.2.1.** La Communauté de Communes convient de constituer des provisions budgétaires conformément à la nomenclature comptable M57 afin de couvrir le coût des congés accordés au titre du C.E.T rendu possible par le décret n°2010-531 du 20 mai 2010.  
Le coût du CET pour l'établissement représente la somme de 2 475 euros en 2023.

**C.2.2.2.** La poursuite du versement de la participation employeur à la prévoyance santé ainsi que l'adhésion au CNAS.

**C.2.2.3.** Les taux de cotisations versés au CNFPT et CDG de la Marne restent inchangés.

**C.2.2.4.** Reconstitution du forfait mobilités durables

## **C.2.2.5. Ajout du “montant net social” sur la fiche de paie des agents**

Le montant net social est le revenu net après déduction de l'ensemble des prélèvements sociaux obligatoires et volontaires de l'agent.

Ce montant, habituellement déclaré pour bénéficier de certains compléments de revenus tels que la prime d'activité ou de revenus de substitution comme le RSA, n'était pas directement disponible pour les salariés.



L'affichage de ce montant sur les bulletins de paie dès juillet 2023 simplifie les démarches des allocataires qui n'auront plus aucun calcul à effectuer. Il leur suffira de déclarer le cumul des montants net sociaux qui leur auront été transmis.

A compter de 2024, les employeurs devront déclarer le " montant net social " de leurs salariés aux administrations, comme c'est déjà le cas pour le " montant net imposable " .

### **C.2.2.6. Réforme des retraites de 2023**

### **C.2.3. Élément de contexte en matière de ressources humaines en 2024**

#### **C.2.3.1. Revalorisation du point d'indice pour chaque agent à compter de janvier 2024**

Le décret du 28 juin 2023 prévoit, qu'à partir de janvier 2024, l'ensemble des agents publics (titulaires et contractuels) bénéficieront d'une revalorisation de 5 points d'indice.

#### **C.2.3.2. Revalorisation de 10% du barème de monétisation des CET à compter du 1er janvier 2024**

- Agent de catégorie A : de 135€ brut à 150€
- Agent de catégorie B : de 90€ brut à 100€
- Agent de catégorie C : de 75€ brut à 83€

### **C.2.3.3. Extension du Forfait Mobilités Durables**

Le versement du « forfait mobilités durables » évolue :

- Il est cumulable intégralement avec le remboursement partiel d'un abonnement de transport en commun ;
- La prise en charge est étendue à de nouveaux mode de déplacement : engins de déplacement personnels motorisés, (trottinettes, mono-roues, gyropodes...) et utilisation des services de mobilité partagée ;
- Le nombre minimal de jours d'utilisation du mode de déplacement est réduit à 30 (au lieu de 100) et un barème modulant le montant du forfait en fonction du nombre de jours d'utilisation est instauré ;
- Les agents de droit privé sont désormais éligibles.

### **C.2.3.4. Revalorisation du SMIC au 1<sup>er</sup> janvier 2024**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, le montant du SMIC a été revalorisé à 1 766,92 € bruts par mois, soit 1 398,69 € nets pour 35 heures hebdomadaires. Il s'agit d'une hausse de 1,13 %, comme le précise le décret paru au Journal officiel le 21 décembre 2023.

